

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.23/Add.1  
8 septembre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE LA COLLECTIVITE DES BAKOKO-ADIE A EDEA  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémen-  
taire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Note du Secrétariat : Le Secrétariat a reçu des représentants de la Collectivité des Bakoko-Adié à Edéa les communications dont la liste suit, ainsi que des procès-verbaux de réunions et de palabres, et d'autres pièces justificatives relatives à leurs demandes de reconnaissance de ~~droits~~ foncières, le tout constituant un complément d'information à leur pétition du 2 novembre 1952 (T/PET.5/122) et à leur communication du 26 août 1953 (T/COM.5/L.23).

Etant donné que ces communications portent sur des questions qui ont déjà fait l'objet d'une décision du Conseil <sup>1/</sup> et qu'elles sont volumineuses, elles sont conservées par le Secrétariat et peuvent être consultées par les délégations sur leur demande.

1. Lettre de transmission en date du 20 août 1953.
2. Lettre en date du 20 août 1953 adressée au Président du Conseil de tutelle, donnant un compte rendu sommaire de l'affaire.
3. Mémoire adressé au Président du Conseil de tutelle à l'appui des cinq demandes de reconnaissance de droits foncières dans le centre urbain d'Edéa, et visant à l'annulation de l'opposition formulée par le Haut-Commissaire.
4. Lettre en date du 20 août 1953 adressée au Président du Conseil de tutelle par laquelle la Collectivité prie l'O.N.U. de demander aux autorités allemandes quelles étaient les conventions établies avec elle pour l'achat de terrains sis au centre urbain d'Edéa.

-----

---

<sup>1/</sup> Voir la résolution 781 (XII) du 21 juillet 1953 par laquelle le Conseil a décidé que ces questions n'appelaient aucune mesure de sa part, attendu qu'elles relevaient de la compétence des tribunaux du Territoire.